



Bulletin Veille Europe n°113 Octobre 2021

Sommaire

Institutions de l'UE.....	3
Commission européenne / Un an après le Pacte européen sur la migration et l'asile	3
Commission européenne / Forum de haut niveau de l'UE sur la protection des Afghans à risque	3
Conseil de l'Union Européenne / Conseil « Justice et affaires intérieures »	3
Commission européenne / Nouveaux fonds pour la migration, les frontières et la sécurité intérieure 2021-2027	4
Parlement européen / Le Parlement demande le gel d'une partie du budget de Frontex	4
Agences et organes de l'UE	4
Frontex / Situation migratoire aux frontières de l'UE en septembre : augmentation sur les routes de la Méditerranée centrale et des Balkans occidentaux	4
EASO / Conférence de haut niveau sur l'asile pour les 10 ans de l'EASO	5
EASO / Publication d'un rapport sur la réinstallation et les admissions humanitaires	5
EASO / Publication d'un rapport sur le concept de pays tiers sûrs appliqués dans les pays de l'UE+	5
Agences de l'UE / Protection des victimes de la traite des êtres humains	6
EASO / Mise à jour des directives sur le Nigeria	6
EASO / Rapport sur la situation en matière de sécurité au Pakistan.....	6
Frontex / Le Forum consultatif de Frontex sur les droits fondamentaux publie son rapport annuel.....	6
FRA / Droits fondamentaux en France : rencontre de la FRA avec des organisations de la société civile française.....	7
Institutions européennes.....	7
Comité européen de coopération juridique / Plan d'action mondial pour mettre fin à l'apatride 7	
Conseil de l'Europe / Le Comité du Conseil de l'Europe examine les droits des enfants migrants	7
GRETA / Appel aux Etats à inclure les victimes et les survivants de la traite des êtres humains dans la conception et la mise en œuvre des politiques et mesures de prévention, de protection et d'inclusion sociale	8
Conseil de l'Europe / Déclaration de la commissaire aux Droits de l'Homme sur les refoulements et la tentative de les légaliser	8
Organisations des Nations unies.....	8
HCR / Le HCR recommande la cessation du statut de réfugié pour les Ivoiriens	8
OIM / Meurtre de six migrants dans un centre de détention à Tripoli.....	9
HCR / Accès aux soins de santé mentale pour les réfugiés	9
HCR / Le HCR appelle à la cessation des arrestations de demandeurs d'asile en Libye et demande la reprise urgente des vols humanitaires	9



OIM / Réunion de coopération stratégique UE-OIM.....	9
HCR / Près de 15 migrants et réfugiés ont perdu la vie au large de la Libye	10
HCDH / L'ONU tire la sonnette d'alarme sur le traitement des migrants en Libye	10
UNICEF / La sécurité et le bien-être des enfants en danger dans les centres de rétention en Libye	10
HCR / Appel aux États à accélérer les procédures de réunification familiale pour les réfugiés afghans.....	11
OIM / Les travailleurs migrants confrontés à un risque accru de décès et de blessures	11
HCR / Appel aux États à mettre fin à l'impasse à la frontière entre le Bélarus et l'UE afin d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines	11
OIM / Reprise des vols d'aide au retour humanitaire volontaire depuis la Libye	11
HCR - OIM - OMS / Lettre ouverte aux chefs d'État du G20 sur l'accès aux vaccins	12
HCR / Fiche d'information sur l'apatridie et le changement climatique	12
HCR / Conclusion du comité exécutif sur la protection internationale et les solutions durables dans le contexte d'une urgence de santé publique.....	12
HCR / Mise à jour de la position du HCR sur les retours au Soudan du Sud.....	12
HCR / Mise à jour de la position du HCR sur les retours au Yémen	13
HCR / Mise à jour de la campagne #IBelong	13
HCR / Note d'information sur la discrimination dans les lois sur la nationalité et l'apatridie ...	13
OIM / Rapport mondial 2020	13
Organisations de la société civile.....	14
ENS / Publication d'une note sur la détermination de l'apatridie et protection en Europe	14
ENS / Entretien avec la cheffe de la section apatridies du HCR.....	14
Mixed Migration Centre / Données sur le retour des réfugiés et des migrants en Afghanistan	14
IFRI / Philanthropie et migration en Europe : quel rôle pour les fondations ?.....	15
Migration Policy Centre / Réinstallation des réfugiés	15
Focus nationaux	15
France / Position du Sénat français sur le Pacte européen sur la migration et l'asile	15
Biélorussie / Situation à la frontière	16
Grèce / Ouverture d'un nouveau centre pour demandeurs d'asile à Samos	16
France / Mineurs isolés à la rue	16

Institutions de l'UE

Commission européenne / Un an après le Pacte européen sur la migration et l'asile

Un an après l'adoption de la proposition de nouveau pacte sur la migration et l'asile, la Commission a présenté un rapport sur la migration et l'asile. Il dresse le bilan des progrès accomplis et des évolutions clés de la politique de migration et d'asile au cours de l'année et demie écoulée, identifie les principaux défis et met en évidence les perspectives de progrès, exposant les étapes qui conduiront à une politique plus solide, viable et équitable politique de migration et d'asile.

Il couvre tous les aspects de la gestion des migrations. Il comprend un état des lieux des mouvements migratoires, fait le point sur l'impact de la pandémie, couvre l'action des agences de l'UE en matière de gestion des frontières et d'asile, le soutien continu apporté par la Commission aux États membres sous pression, les financements et la question des mouvements non autorisés au sein de l'UE. Il met en lumière la réponse immédiate de l'UE à la situation en Afghanistan, le soutien de l'UE à la Grèce et la réaction aux arrivées de Biélorussie. Il détaille les progrès accomplis dans le renforcement du cadre législatif et donne un aperçu complet de la coopération avec les pays partenaires, sur la base de la nouvelle approche définie dans le Pacte. Le rapport examine également les progrès en matière d'intégration et d'inclusion.

La Commission adopte également un plan d'action renouvelé de l'UE contre le trafic de migrants et une communication sur l'application de la directive sur les sanctions contre les employeurs.

Pour plus d'informations :

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_21_4905

Commission européenne / Forum de haut niveau de l'UE sur la protection des Afghans à risque

Le 3 octobre, Ylva Johansson, Commissaire aux affaires intérieures, a publié un article pour annoncer la tenue d'un Forum de haut niveau pour discuter des priorités concrètes avec les États membres et apporter des solutions durables aux Afghans à risque.

Elle explique attendre une « *approche souple et urgente de la part des États membres* » qui devront augmenter les passages sûrs à court terme, mais aussi s'engager dans des réinstallations et des admissions humanitaires.

Pour plus d'informations :

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/johansson/blog/timetodelivermigrationeu-no16-eu-high-level-forum-providing-protection-afghans-risk_en

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/johansson/blog/timetodelivermigrationeu-no17-providing-protection-afghans-protecting-our-0_en

Conseil de l'Union Européenne / Conseil « Justice et affaires intérieures »

Les Ministres de l'intérieur de l'UE se sont réunis et ont abordé les enjeux de migration.

La Commission et la présidence ont informé les ministres des progrès accomplis dans l'élaboration de plans d'action visant à renforcer les partenariats globaux en matière de migration avec les pays d'origine et de transit prioritaires. Des discussions ont déjà eu lieu au niveau technique au sein du

Conseil sur des plans d'action concernant l'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine, la Tunisie, le Niger, le Nigeria et l'Irak. Les ministres ont également procédé à un échange de vues sur la situation sur les différentes routes migratoires. L'UE continuera de suivre de près la situation sur toutes les routes.

Pour plus d'informations :

Communiqué : https://www.consilium.europa.eu/en/meetings/jha/2021/10/07-08/?utm_source=dsms-auto&utm_medium=email&utm_campaign=Justice+and+Home+Affairs+Council

Commission européenne / Nouveaux fonds pour la migration, les frontières et la sécurité intérieure 2021-2027

L'UE compte sur trois nouveaux instruments de financement pour soutenir ses objectifs de longue date d'une meilleure gestion des migrations, de frontières plus fortes et d'une sécurité intérieure améliorée au cours de la période 2021-2027. Une série de vidéos explicatives vient d'être publiée, offrant un aperçu visuel concis mais complet des principaux objectifs et actions soutenus par chacun des instruments de financement des affaires intérieures.

Pour plus d'informations :

Communiqué : https://ec.europa.eu/home-affairs/news/visual-glimpse-new-2021-2027-migration-borders-and-internal-security-funds-2021-10-21_en

Parlement européen / Le Parlement demande le gel d'une partie du budget de Frontex

Les députés ont approuvé les dépenses de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes pour l'année 2019, mais ont demandé le gel d'une partie de son budget 2022. Selon la résolution accompagnant la décision de décharge, les députés reconnaissent que Frontex prend des mesures pour remédier aux lacunes identifiées dans le premier rapport de décharge du PE au printemps dernier. Ils demandent néanmoins le gel d'une partie du budget 2022 de Frontex, qui sera rendue disponible uniquement lorsque l'Agence aura rempli un certain nombre de conditions spécifiques, telles que le recrutement de 20 officiers aux droits fondamentaux et de trois directeurs exécutifs dotés de qualifications suffisantes, la mise en place d'un mécanisme de signalement des incidents graves aux frontières extérieures de l'UE et la création d'un système opérationnel de surveillance des droits fondamentaux.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20211014IPR14931/le-parlement-demande-le-gel-d-une-partie-du-budget-de-frontex>

Agences et organes de l'UE

Frontex / Situation migratoire aux frontières de l'UE en septembre : augmentation sur les routes de la Méditerranée centrale et des Balkans occidentaux

Le nombre de passages illégaux aux frontières extérieures de l'UE au cours des neuf premiers mois de 2021 a augmenté de 68% pour atteindre 133 900*, selon des calculs préliminaires. C'est 47 % de plus qu'en 2019 avant le déclenchement de la pandémie de COVID-19, lorsque le nombre de franchissements illégaux des frontières s'élevait à 91 000. En septembre, il y a eu 23 630 passages

illégaux des frontières sur les principales routes migratoires d'Europe, soit 40 % de plus qu'en 2020, lorsque des restrictions aux frontières liées à la pandémie étaient en place. C'est aussi une augmentation de 17% par rapport à septembre 2019. L'augmentation la plus significative a été signalée sur les routes de la Méditerranée centrale et des Balkans occidentaux.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://frontex.europa.eu/media-centre/news/news-release/migratory-situation-at-eu-s-borders-in-september-increase-on-the-central-mediterranean-and-western-balkan-routes-RZRnEH>

EASO / Conférence de haut niveau sur l'asile pour les 10 ans de l'EASO

Cette année, le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) fête ses dix ans de fonctionnement. L'anniversaire coïncide également avec l'attribution d'un nouveau mandat élargi à l'Agence qui la rétablira en tant qu'Agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA), attendue d'ici la fin de l'année. Les 14 et 15 octobre 2021, l'EASO a réuni d'éminents décideurs politiques européens et internationaux, des politiciens et des parties prenantes, afin de revenir sur la dernière décennie, de faire le point sur la situation du RAEC et les défis auxquels il est confronté, ainsi que de attendre avec impatience comment le nouveau mandat de l'EUAA permettra à l'Agence de répondre aux demandes croissantes de son soutien.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/10-years-supporting-eu-asylum-system-high-level-conference-take-place-14-15-october-2021>

EASO / Publication d'un rapport sur la réinstallation et les admissions humanitaires

L'EASO a publié une note dédiée à la réinstallation et les admissions humanitaires. Elle se base sur les informations incluses dans le rapport annuel EASO de 2021. Selon cette note, 10 640 réfugiés ont été réinstallés en UE+ en 2020, soit 58% de moins par rapport à 2019.

Pour plus d'informations :

Communiqué :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/AR2021_fact_sheet_resettlement.pdf

EASO / Publication d'un rapport sur le concept de pays tiers sûrs appliqués dans les pays de l'UE+

L'EASO a publié une note sur la notion de ce pays tiers sûrs et comment ce concept est appliqué en UE+. Sept Etats appliquent officiellement des pays tiers comme sûrs. Dans la majorité des pays, les demandes sont traitées selon une procédure d'admissibilité. Cependant la mise en œuvre du concept de pays tiers sûrs est limitée compte tenu que peu d'Etats traitent les demandes d'asile sur ce principe.

Pour plus d'informations :

Communiqué :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/EASO_situational_update_safe_third_countries_2021.pdf

Agences de l'UE / Protection des victimes de la traite des êtres humains

Les agences de l'Union européenne actives dans le domaine de la justice et des affaires intérieures ont présenté le premier aperçu complet des actions en faveur des victimes de la traite des êtres humains. Les principales activités opérationnelles sont répertoriées dans un rapport conjoint du réseau des agences de justice et des affaires intérieures (JHAAN) publié aujourd'hui à l'occasion de la Journée européenne de lutte contre la traite sous la direction d'Eurojust. Le rapport est un élément clé de la stratégie de l'UE sur la lutte contre la traite des êtres humains et sert de document de référence clé pour les autorités nationales engagées dans la lutte contre la traite des êtres humains.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://fra.europa.eu/en/news/2021/eu-agencies-present-first-full-overview-actions-detect-and-protect-victims-human>

EASO / Mise à jour des directives sur le Nigeria

Le Nigeria reste l'un des principaux pays d'origine au niveau de l'UE+. Selon les données du système d'alerte précoce et de préparation (EPS) de l'EASO, près de 16 000 demandes ont été reçues dans les États membres de l'UE et les pays associés au cours de la période de 12 mois jusqu'en août 2021. L'EASO a publié la mise à jour du « Country Guidance: Nigeria ». Cette mise à jour, publiée le 19 octobre 2021, remplace la première édition du guide de février 2019.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-updated-country-guidance-nigeria>

EASO / Rapport sur la situation en matière de sécurité au Pakistan

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a publié un rapport sur les informations sur les pays d'origine (COI) intitulé « Rapport sur la situation en matière de sécurité au Pakistan (octobre 2021) ». Ce rapport est une mise à jour du précédent rapport sur les COI de l'EASO « Pakistan – Situation sécuritaire » publié en octobre 2020.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-publishes-coi-report-pakistan-security-situation>

Frontex / Le Forum consultatif de Frontex sur les droits fondamentaux publie son rapport annuel

Le Forum consultatif Frontex sur les droits fondamentaux a publié son rapport annuel pour 2020. Le rapport présente les principales observations et recommandations que le Forum a formulées tout au long de l'année avec Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, et son conseil d'administration pour renforcer la protection des droits fondamentaux dans les activités de Frontex et accroître la responsabilité et la transparence.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://fra.europa.eu/en/news/2021/frontex-consultative-forum-fundamental-rights-issues-annual-report>

FRA / Droits fondamentaux en France : rencontre de la FRA avec des organisations de la société civile française

Le 20 octobre, la FRA a rencontré des organisations de la société civile française qui font partie de son réseau de la société civile, la Plateforme des droits fondamentaux. Les organisations françaises ont souligné des préoccupations telles que la protection des demandeurs d'asile, des réfugiés, des enfants non accompagnés, la traite des êtres humains, l'usage de la force par les forces de l'ordre, la situation des personnes privées de leurs libertés et la question de l'utilisation des données dans des sites opaques, comme la détention installations.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://fra.europa.eu/en/news/2021/fra-met-french-civil-society-organisations>

Institutions européennes

Comité européen de coopération juridique / Plan d'action mondial pour mettre fin à l'apatride

Les 23 et 24 septembre 2021, le Comité européen de coopération juridique (CDCJ) du Conseil de l'Europe et le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés ont organisé une réunion technique suivie d'une conférence internationale pour renforcer les efforts visant à mettre fin à l'apatridie en Europe et garantir la fourniture de droits fondamentaux à chacun. L'apatridie reste un problème important à la fois dans le monde et en Europe. On estime que plus d'un demi-million de personnes en Europe sont apatrides ou de nationalité indéterminée. Ces deux événements marquent une étape importante dans la réalisation par le secteur intergouvernemental du Conseil de l'Europe de l'engagement pris de mettre en œuvre d'ici 2021 une série d'activités au titre des actions 6, 7, 9 et autres du Plan d'action mondial pour mettre fin à l'apatridie (2014-2024) d'ici 2021.

Pour plus d'informations :

Communiqué : https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-september/-/asset_publisher/UnDw8aJsgizX/content/the-cdcj-implements-the-council-of-europe-s-pledge-under-the-global-action-plan-to-end-statelessness

Conseil de l'Europe / Le Comité du Conseil de l'Europe examine les droits des enfants migrants

Les 16-17 septembre 2021, le Comité directeur des droits de l'enfant (CDENF) a tenu une session plénière en ligne consacrée à la protection des droits des enfants migrants. Au cours de la session, le Comité a examiné un projet de recommandation relative aux principes et lignes directrices des droits de l'homme sur l'évaluation de l'âge des enfants, ainsi qu'un projet d'exposé des motifs de la Recommandation CM/Rec(2019)11 du Comité des Ministres sur la tutelle effective des personnes non accompagnées et séparées enfants dans le contexte de la migration.

Pour plus d'informations :

Communiqué : https://www.coe.int/en/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/newsletter-september/-/asset_publisher/UnDw8aJsgizX/content/council-of-europe-committee-examines-rights-of-children-in-migration

GRETA / Appel aux Etats à inclure les victimes et les survivants de la traite des êtres humains dans la conception et la mise en œuvre des politiques et mesures de prévention, de protection et d'inclusion sociale

A l'occasion de la Journée mondiale contre la traite des personnes, le Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) se joint au Groupe de coordination inter-agences contre la traite des personnes (ICAT) pour appeler les parties prenantes à inclure les perspectives des victimes et des survivants dans toutes les actions de lutte contre la traite (lien vers la déclaration).

Pour plus d'informations :

Communiqué : [coe.int/fr/web/anti-human-trafficking/news/-/asset_publisher/fX6ZWufj34JY/content/greta-calls-on-states-to-include-victims-and-survivors-of-human-trafficking-in-the-design-and-implementation-of-prevention-protection-and-social-inclu](https://www.coe.int/fr/web/anti-human-trafficking/news/-/asset_publisher/fX6ZWufj34JY/content/greta-calls-on-states-to-include-victims-and-survivors-of-human-trafficking-in-the-design-and-implementation-of-prevention-protection-and-social-inclu)

Conseil de l'Europe / Déclaration de la commissaire aux Droits de l'Homme sur les refoulements et la tentative de les légaliser

Les violations des droits de l'homme à l'encontre des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants aux frontières des Etats membres du Conseil de l'Europe se sont multipliées à un rythme alarmant, en particulier le refus d'accès à l'asile et les retours sans garanties individuelles, souvent accompagnés de violences brutales voire de mise en danger des droits de l'homme. De telles pratiques aux frontières (souvent appelées « refoulements ») sapent les garanties juridiques clairement établies dans la Convention sur les réfugiés et la Convention européenne des droits de l'homme. Les pratiques violant le droit de demander l'asile, l'interdiction de la torture ou des traitements inhumains ou dégradants, et l'interdiction des expulsions collectives, sont de plus en plus justifiées comme un moyen nécessaire pour faire face aux situations d'urgence.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/european-states-must-stand-up-against-pushbacks-and-the-attempt-to-legalise-them>

Organisations des Nations unies

HCR / Le HCR recommande la cessation du statut de réfugié pour les Ivoiriens

Le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, a recommandé aux États qui accueillent des réfugiés ivoiriens de lever leur statut de réfugié et de faciliter leur rapatriement volontaire, leur réintégration, l'acquisition de la résidence permanente ou la naturalisation pour ceux qui souhaitent rester dans les pays d'accueil. « Au regard des changements fondamentaux et durables en Côte d'Ivoire, j'ai le plaisir de recommander une cessation générale du statut de réfugié pour les ivoiriens, qui prendrait effet le 30 juin 2022 », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, à l'ouverture de la 72e session annuelle du Comité exécutif du HCR cette semaine.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/news/press/2021/10/615ec5e74/unhcr-recommends-cessation-refugee-status-ivorians.html>

OIM / Meurtre de six migrants dans un centre de détention à Tripoli

Six migrants ont été tués et au moins 24 autres blessés au centre de détention de Mabani, à Tripoli, lorsque des gardes armés ont commencé à tirer suite à une émeute et une tentative d'évasion, a déclaré aujourd'hui l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

L'OIM condamne la tuerie insensée de vendredi et l'utilisation de balles réelles contre des migrants qui protestaient contre les conditions épouvantables de leur détention. Avant les tirs, plus de 3 400 migrants, dont 356 femmes et 144 enfants, étaient détenus dans le centre surpeuplé de Mabani. Nombre d'entre eux avaient été arrêtés lors des raids menés la semaine dernière dans le quartier de Gergaresh et étaient détenus de manière arbitraire.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.iom.int/fr/news/loim-condamne-le-meurtre-de-six-migrants-dans-un-centre-de-detention-tripoli>

HCR / Accès aux soins de santé mentale pour les réfugiés

À l'approche de la Journée mondiale de la santé mentale, le 10 octobre, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, appelle la communauté internationale à renforcer la qualité du soutien en matière de santé mentale pour les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et les apatrides. Les équipes du HCR rapportent une augmentation du nombre de personnes sollicitant une aide pour des problèmes d'anxiété et de dépression.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/10/6163e0d8a/hcr-plaide-acces-equitable-soins-sante-mentale-qualite-refugies.html>

HCR / Le HCR appelle à la cessation des arrestations de demandeurs d'asile en Libye et demande la reprise urgente des vols humanitaires

Ayman Gharaibeh, directeur du Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord du HCR, a prononcé une déclaration appelant à la cessation des arrestations de demandeurs d'asile en Libye et demande la reprise urgente des vols humanitaires. « *Nous sommes de plus en plus inquiets au sujet de la situation humanitaire des demandeurs d'asile et des réfugiés en Libye. Suite à une opération sécuritaire de grande envergure menée par les autorités libyennes la semaine dernière, des perquisitions et des arrestations ont eu lieu dans de nombreux quartiers de Tripoli, ciblant les zones où vivent les demandeurs d'asile et les migrants.* »

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/10/6163dff9a/hcr-appelle-cessation-arrestations-demandeurs-dasile-libye-demande-reprise.html>

OIM / Réunion de coopération stratégique UE-OIM

Des hauts fonctionnaires de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de l'Union européenne (UE) ont discuté des questions migratoires mondiales urgentes et de la poursuite de la coopération dans le cadre de la coopération stratégique UE-OIM lors de leur rencontre aujourd'hui à Bruxelles.

Face à la crise humanitaire en Afghanistan, aux effets omniprésents des changements climatiques et à l'impact continu de la COVID-19 sur la santé et la mobilité humaine, le Directeur général de l'OIM, António Vitorino, a souligné l'importance croissante de la coopération multilatérale et internationale en matière de migration pour traiter ces questions au plus haut niveau.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.iom.int/fr/news/la-migration-dans-le-monde-sous-les-projecteurs-lors-de-la-reunion-de-cooperation-strategique-ue-oim>

HCR / Près de 15 migrants et réfugiés ont perdu la vie au large de la Libye

Au moins 15 migrants et réfugiés cherchant à rejoindre l'Europe seraient morts noyés lundi dans un naufrage au large de la Libye, a rapporté le 12 octobre l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Si les tentatives de traversée depuis l'Afrique du Nord se sont multipliées cette année, le nombre de migrants décédés en mer en tentant de rejoindre l'Europe a plus que doublé cette année par rapport à la même période en 2020, avait indiqué l'OIM mi-juillet.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/10/1106082>

HCDH / L'ONU tire la sonnette d'alarme sur le traitement des migrants en Libye

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH) a tiré mardi la sonnette d'alarme sur le traitement des migrants qui sont renvoyés de force dans des centres de détention en Libye où ils sont la cible de violences et de mauvais traitements. Selon l'ONU, au moins cinq migrants et demandeurs d'asile ont été tués la semaine dernière lors d'une série d'incidents majeurs dans différents centres de détention. Les services de la Haut-Commissaire Michelle Bachelet veulent l'ouverture rapide d'enquêtes approfondies, impartiales et indépendantes sur les allégations d'usage inutile et disproportionné de la force, y compris les allégations d'assassinats par les forces de sécurité et les groupes armés affiliés.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/10/1106032>

UNICEF / La sécurité et le bien-être des enfants en danger dans les centres de rétention en Libye

La sécurité et le bien-être d'au moins 1.000 femmes et enfants - dont cinq enfants non accompagnés et au moins 30 nourrissons - détenus dans des centres de détention à Tripoli, en Libye, sont en danger immédiat, a averti mercredi l'UNICEF. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), environ 751 femmes et 255 enfants figurent parmi les milliers de migrants et de demandeurs d'asile pris dans les récentes arrestations massives.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/10/1106112>

HCR / Appel aux États à accélérer les procédures de réunification familiale pour les réfugiés afghans

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) demande instamment aux États de faciliter et d'accélérer les procédures de réunification familiale pour les Afghans dont les familles sont restées en Afghanistan ou qui ont été déplacées dans la région. Pour le HCR, il s'agit de donner la priorité aux procédures d'admission au regroupement familial et de les simplifier. Et si les récents développements politiques en Afghanistan n'ont pas entraîné de déplacements transfrontaliers à grande échelle, de nombreuses personnes parmi les populations afghanes de réfugiés et de demandeurs d'asile préexistantes restent séparées de leurs familles en raison de l'inaccessibilité des procédures de regroupement familial.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/10/1106352>

OIM / Les travailleurs migrants confrontés à un risque accru de décès et de blessures

Les migrants, qui occupent souvent des emplois plus dangereux, sont exposés à un risque de blessure et de décès plus élevé que les autres travailleurs, a indiqué vendredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plaidant pour davantage de données sur les circonstances des décès pour mettre en place des politiques qui garantissent leur sécurité.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2021/10/1106372>

HCR / Appel aux États à mettre fin à l'impasse à la frontière entre le Bélarus et l'UE afin d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, lance un appel pour une action urgente afin de sauver des vies et d'éviter de nouvelles souffrances dans les zones frontalières entre le Bélarus et l'Union européenne (Lettonie, Lituanie, Pologne) après la mort tragique d'un demandeur d'asile signalée cette semaine. Il s'agit du huitième décès signalé dans cette région frontalière, où plusieurs groupes de demandeurs d'asile, de réfugiés et de migrants sont bloqués depuis des semaines dans des conditions de plus en plus difficiles. Le HCR a averti que la situation allait se détériorer rapidement à l'approche de l'hiver, mettant des vies en danger.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/10/61765a96f/hcr-appelle-etats-mettre-fin-limpasse-frontiere-belarus-lue-deviter-nouvelles.html>

OIM / Reprise des vols d'aide au retour humanitaire volontaire depuis la Libye

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a repris ses vols humanitaires depuis la Libye après avoir reçu l'autorisation du gouvernement d'unité nationale et a ramené en toute sécurité un groupe de migrants gambiens bloqués qui font partie des milliers d'autres personnes qui attendent de rentrer chez elles grâce au programme de retour humanitaire volontaire de l'OIM.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.iom.int/fr/news/loim-reprend-les-vols-daide-au-retour-humanitaire-volontaire-depuis-la-libye-apres-des-mois-de-suspension>

HCR - OIM - OMS / Lettre ouverte aux chefs d'État du G20 sur l'accès aux vaccins

« Nous vous adressons cette lettre au nom des millions de personnes dans le monde qui luttent pour survivre à la pandémie de COVID-19 loin de chez elles. Certaines ont été contraintes de fuir les guerres, les conflits, les persécutions et les violations des droits humains. D'autres se déplacent pour échapper aux difficultés socio-économiques ou aux conséquences du changement climatique. Étrangers loin de chez eux, nombreux sont ceux qui risquent d'être exclus ou négligés. En raison de leurs conditions de vie, ils sont nombreux à rencontrer des obstacles pour bénéficier de vaccinations, de tests, de traitements, de soins et même d'informations fiables. »

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.iom.int/fr/news/lettre-ouverte-aux-chefs-detat-et-de-gouvernement-du-g20-appel-pour-garantir-lacces-aux-vaccins-pour-les-personnes-en-deplacement>

HCR / Fiche d'information sur l'apatridie et le changement climatique

Des millions d'apatrides n'ont pas de nationalité et sont confrontés à des vulnérabilités considérables dans le contexte du changement climatique notamment l'exclusion de l'aide en cas de catastrophe, des soins de santé et des solutions d'adaptation. Le changement climatique est un multiplicateur de risque pour les déplacements. Les risques d'apatridie peuvent augmenter lorsque les gens se déplacent, y compris lors de déplacements dans le contexte du changement climatique et des catastrophes. Des efforts particuliers sont nécessaires pour réduire les risques d'apatridie pour les personnes déplacées et pour inclure les apatrides dans l'action climatique pour renforcer leur protection et leur résilience.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.refworld.org/docid/617c01da4.html>

HCR / Conclusion du comité exécutif sur la protection internationale et les solutions durables dans le contexte d'une urgence de santé publique

Suite à la pandémie de COVID-19, le comité exécutif du HCR a publié une nouvelle conclusion sur les politiques inclusives et accès aux soins de santé et à d'autres services, la coopération internationale et partage de la charge et des responsabilités, les restrictions d'entrée et de déplacement et accès à l'asile, la réponse aux effets plus généraux de l'urgence de santé publique, les solutions durables, et la communication avec les personnes relevant de la compétence du HCR et contributions de celles-ci.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=617a51254>

HCR / Mise à jour de la position du HCR sur les retours au Soudan du Sud

En octobre 2021, le HCR a mis à jour sa position sur les retours au Soudan du Sud alors qu'en juin, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Sud-Soudan et chef de la Mission des Nations unies au Soudan (MINUS), Nicholas Haysom, a déclaré que « *la mise en œuvre globale de l'Accord de paix pour le Sud-Soudan progresse lentement* ». En effet, le Sud-Soudan continue de souffrir d'un conflit politique, interethnique et communautaire de longue durée et d'un état de droit faible. Le HCR rappelle que la situation au Sud-Soudan demeure « *la plus grande crise de réfugiés en Afrique* ».

Dans ce cadre, la faisabilité de retours dans des conditions de sécurité est compromis dans certains territoires.

Pour plus d'informations :

Communiqué : [Refworld | Position du HCR sur les retours au Soudan du Sud - Mise à jour III](#)

HCR / Mise à jour de la position du HCR sur les retours au Yémen

En octobre 2021, le HCR a mis à jour sa position sur les retours au Yémen. Depuis 2015, le conflit prolongé au Yémen, qui est marqué par des violations du droit international humanitaire et des violations et abus des droits de l'homme, a fait un grand nombre de victimes civiles, déplacé des millions de personnes, détruit des infrastructures vitales et perturbé l'accès des populations aux services de base et aux moyens de subsistance. C'est « l'une des pires crises humanitaires au monde ». Dans ces conditions, le HCR appelle les Etats à ne pas renvoyer de force les ressortissants yéménites et les anciens résidents habituels du Yémen vers n'importe quelle partie du pays.

Pour plus d'informations :

Communiqué : [Refworld | Position du HCR sur les retours au Yémen – Mise à jour I](#)

HCR / Mise à jour de la campagne #IBelong

Le 20 octobre, le HCR a publié une mise à jour de sa campagne sur la fin de l'apatridie #IBelong Campaign. Le HCR rappelle et détaille les notes et rapports publiés depuis le début de la campagne, les différentes avancées en matière d'apatridie, la mise en œuvre du plan d'action mondial, et enfin les différents événements qui ont eu lieu et à venir.

Pour plus d'informations :

Communiqué : [Refworld | Mise à jour de la campagne #IBelong, juillet – septembre 2021](#)

HCR / Note d'information sur la discrimination dans les lois sur la nationalité et l'apatridie

Le HCR a publié une note d'information pour donner un aperçu de la discrimination dans les lois sur la nationalité, permettant de compléter leur note d'information sur la discrimination sexuelle dans les lois sur la nationalité. Cette note ne prétend pas être une vue d'ensemble de toutes les questions de discrimination liées au droit et à la pratique de la nationalité, mais vise simplement à fournir des exemples pertinents.

Pour plus d'informations :

Communiqué : [Refworld | Note d'information sur la discrimination dans les lois sur la nationalité et l'apatride](#)

OIM / Rapport mondial 2020

L'OIM a publié son rapport mondial sur l'année 2020, donnant un aperçu des activités de l'OIM liées aux crises dans les domaines de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence, de la transition et du redressement, ainsi que de la réinstallation et de la gestion des mouvements. Le rapport se fonde sur les données recueillies dans le cadre des exercices annuels d'établissement de l'OIM. L'OIM rappelle à cet égard que plus de 80 millions de personnes vivent actuellement en situation de déplacement à l'intérieur de leur pays et au-delà des frontières, les catastrophes déplaçant en moyenne 25 millions de personnes chaque année.

Pour plus d'informations :

Communiqué : [GAR 2020_web version 2.pdf \(iom.int\)](https://www.gar2020.org/web-version-2.pdf)

Organisations de la société civile

ENS / Publication d'une note sur la détermination de l'apatridie et protection en Europe

Le 15 septembre, le Réseau européen sur l'apatridie (ENS) a publié une note d'information thématique sur l'indice d'apatridie utilise les informations sur l'apatridie dans 27 pays européens compilées au cours des trois dernières années, pour donner un aperçu de la performance des différents pays en matière de détermination de l'apatridie et de protection des apatrides.

Ce briefing arrive à un moment charnière et présente des recommandations sur des actions clés en amont d'une importante conférence intergouvernementale régionale sur l'apatridie organisée par le Conseil de l'Europe et le HCR à Strasbourg.

Pour plus d'informations :

Communiqué : [Nouvelle note thématique sur l'indice: Détermination de l'apatridité et protection en Europe: bonnes pratiques, défis et risques | Indice d'apatride \(statelessness.eu\)](https://www.statelessness.eu/fr/nouvelles/nouvelle-note-thematique-sur-lindice-de-termination-de-lapatridite-et-protection-en-europe-bonnes-pratiques-defis-et-risques)

ENS / Entretien avec la cheffe de la section apatrides du HCR

Après six ans en tant que cheffe de la Section des apatrides au HCR, Melanie Khanna réfléchit aux efforts mondiaux visant à mettre fin à l'apatride, retraçant les étapes importantes et discutant du travail à venir. « *Des centaines de milliers de cas d'apatride ont été résolus au cours des six dernières années. Le Kirghizistan est devenu le premier pays à déclarer la fin de tous les cas connus d'apatridie en 2019, et l'Asie centrale est sur la bonne voie pour résoudre le problème dans les années à venir, peut-être même d'ici 2024. Il y a également eu des réductions dans d'autres régions, avec quelque 800 000 apatrides ayant acquis une nationalité au cours de la dernière décennie. Il y a eu 29 nouvelles adhésions aux Conventions des Nations Unies sur l'apatride. Les réformes de la législation sur la nationalité dans au moins 15 pays contribueront à prévenir l'apatride à la naissance. De nouvelles procédures de détermination de l'apatride dans 16 pays permettront à des milliers de personnes d'obtenir la protection dont elles ont besoin.* »

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.statelessness.eu/updates/blog/looking-back-6-years-helm-unhcrs-statelessness-section>

Mixed Migration Centre / Données sur le retour des réfugiés et des migrants en Afghanistan

Le Mixed Migration Centre (MMC) publie des données directes sur le retour de migrants et réfugiés dans leur pays d'origine. Ces données proviennent d'interviews de migrants et réfugiés retournés en Afghanistan et notamment sur leur expérience avant, pendant et après le retour. Le MMC publie les faits marquants de plus de 2000 interviews et données collectées entre le 1^{er} mars et le 27 juillet 2021. Il offre la possibilité de filtrer les résultats en fonction du genre, de l'âge, du pays de retour, du type de retour et de la date.

Pour plus d'informations :

Communiqué : [Données sur les migrants et les réfugiés de retour | Centre de migration mixte \(mixedmigration.org\)](https://www.mixedmigration.org/)

IFRI / Philanthropie et migration en Europe : quel rôle pour les fondations ?

Emeric Rogier, chef de la Section Analyse au Bureau de la Cour pénale internationale (CPI), publie une note sur le rôle des fondations dans le domaine de l'immigration alors « *que la « crise des réfugiés » de 2015 a accéléré et/ou intensifié leur implication - particulièrement celles du secteur privé* ». L'objectif de cette note est d'avoir une meilleure compréhension du rôle des organisations philanthropiques (fondations privées et d'entreprise) dans les domaines de l'asile et de l'immigration. Elle a été réalisée à partir d'un questionnaire transmis aux principales fondations européennes complété par des entretiens et un séminaire organisé par le Centre migrations et citoyennetés de l'Ifri.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/philanthropy-and-migration-europe-what-role-foundations>

Migration Policy Centre / Réinstallation des réfugiés

Le 19 octobre, Stéphanie Acker a publié une note sur le blog du Migration Policy Centre (MPC) questionnant le rôle du dispositif Housing First, qui a transformé les services aux sans-abris en un système réactif. Elle propose d'imaginer comment ce système pourrait s'appliquer aux réfugiés en procédure de réinstallation.

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://blogs.eui.eu/migrationpolicycentre/2652-2/>

Focus nationaux

France / Position du Sénat français sur le Pacte européen sur la migration et l'asile

Un rapport de deux sénateurs est venu dresser l'état des lieux sur l'ensemble de textes contraignants et d'orientations stratégiques du Pacte européen sur la migration et l'asile, qui doivent être soumis à l'examen du Parlement et du Conseil de l'Union européenne. Il ne déborde pas d'optimisme sur les chances de succès du Paquet en un seul morceau.

Ce Pacte vise à refondre la politique migratoire européenne (compétence partagée entre l'Union européenne et les Etats membres), déstabilisée par l'afflux de réfugiés en 2015. Trois nouveaux règlements sont sur la table.

Pour plus d'informations :

Communiqué : [Le Sénat pessimiste sur les chances d'adoption du pacte européen sur la migration et l'asile | Public Senat](https://www.publicsenat.fr/)

Biélorussie / Situation à la frontière

D'après Varsovie, entre 3 000 et 4 000 migrants s'amassent depuis 24h à la frontière avec la Biélorussie. Empêchés d'entrer dans le pays par les garde-frontières polonais, repoussés de l'autre par leurs homologues biélorusses, ils tentent de survivre dans un camp de fortune, par des températures glaciales.

Pour Berlin, « *La clé de la solution à ce problème se trouve à Moscou* ». Pour de nombreux experts, cette crise est dans l'intérêt de Moscou car elle représente une opportunité de déstabiliser l'Union européenne. Le ministre allemand de l'Intérieur a également assuré qu'il n'était pas question de fermer la frontière entre la Pologne et l'Allemagne.

Pour plus d'informations :

Communiqué : [Pologne : "entre 3 000 et 4 000 migrants s'amassent à la frontière" avec la Biélorussie, d'après le gouvernement - InfoMigrants](#)

Communiqué : [Pour Berlin, la Russie détient la clé de la crise migratoire biélorusse - InfoMigrants](#)

Grèce / Ouverture d'un nouveau centre pour demandeurs d'asile à Samos

Le 18 septembre 2021, l'Union européenne et le gouvernement grec ont ouvert un nouveau centre pour demandeurs d'asile sur l'île de Samos, en Grèce. Le site ultrasécurisé, fortement critiqué par les défenseurs des droits de l'Homme est qualifié par plusieurs organisations de « *prison à ciel ouvert* ».

Pour plus d'informations :

Communiqué : <https://www.msf.fr/actualites/grece-ouverture-d-un-camp-a-samos-ou-les-refugies-deviennent-des-prisonniers>

France / Mineurs isolés à la rue

Tristesse, anxiété, troubles du sommeil, pensées suicidaires... L'errance à laquelle sont confrontés les mineurs non accompagnés en attente d'un recours accentuent les "troubles psychiques préexistants tout en favorisant l'apparition de nouveaux troubles", selon un rapport de Médecins sans frontières et du Comède.

Pour plus d'informations :

Rapport : [Rapport sur l'accompagnement psychologique des MNA \(Comede/MSF\) | Comede](#)
